

# Des mesures à l'échelle nationale et Européenne

## Priorité des Priorités

### Réformer radicalement le système financier

*Alors que les libéraux tentent de limiter le traitement de la crise à l'adoption de petites mesures et au limogeage de quelques responsables (érigés pour la circonstance en boucs émissaires), il nous paraît indispensable de concevoir un nouveau système capable de remettre la finance à l'endroit.*

*Il y a besoin de nouvelles règles.*

*Dès lors exigeons la mise en place d'un nouveau système qui soit mis au service d'une croissance de haute qualité aussi bien environnementale que sociale.*

**Pour parvenir au but fixé**, il est urgent d'engager de vastes plans de nationalisations et re-nationalisations..

*Une reprise en main par les pouvoirs publics de l'industrie bancaire pour la remettre au service de l'intérêt général paraît incontournable. La propriété ou la participation publique majoritaire au capital de banques s'impose. Il convient alors de faire toute leur place aux représentants des salariés, des représentants des collectivités territoriales, aux représentants des petites et moyennes entreprises, et de définir les règles de l'intérêt général à mettre en œuvre. Ainsi envisager la mise en place d'un crédit sélectif :*

- à taux très favorable s'il s'agit de financer des investissements productifs utiles à la société
- à taux élevés pour les opérations purement financières.

### Conquérir des droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises

*Dans chaque entreprise, les représentants des salariés doivent avoir voix au chapitre pour peser sur les choix de gestion, de financement. Ils doivent pouvoir défendre l'investissement dans la recherche, dans la formation, dans la rémunération du travail, plutôt que dans la gratification des actionnaires. Ils doivent enfin pouvoir s'opposer aux recours abusifs au marché financier, aux politiques financières à risques.*

*Certains grands groupes et certaines entreprises profitent de la crise pour préparer leurs bénéfices record de demain! Les charrettes de licenciements se suivent et se ressemblent, pour contrer de telles pratiques profondément malhonnêtes il faut : **un moratoire sur les licenciements**. Aucune entreprise ayant, ou réalisant des bénéfices ne doit pouvoir jeter les femmes et les hommes qui constituent le principal capital de l'entreprise!*

### Changer les orientations de la Banque centrale Européenne

*Dès le début de la crise à l'été 2007, le président de la banque centrale Européenne, s'est accroché, contre vents et marées, à sa politique de taux élevés. La crise actuelle devrait être l'occasion de remettre à plat le rôle, les missions de la BCE, pour qu'elle utilise sa puissance de création monétaire en faveur d'une croissance durable, riche en emplois stables et respectueuse de l'environnement. La politique de l'euro fort visant à rivaliser avec le dollar, et la pseudo lutte contre l'inflation doivent être revues au plus vite car dans les faits elles sont nuisibles à l'emploi.*

### Un grand plan d'investissements, destiné à répondre aux besoins des populations.

*Garantir la modernisation et le développement des Services Publics est un enjeu de démocratie sociale et un enjeu économique. Le Service Public est la garantie de l'égalité de traitement des citoyens, le maillon central d'un aménagement du territoire cohérent et permet le développement économique des territoires*

**L'accès aux services répondant aux besoins fondamentaux des usagers doit être une priorité...** qu'il s'agisse de l'accès à la Santé, aux transports, à la communication, à l'énergie, au logement, à l'éducation.... sur tout le territoire. Il est indispensable d'imaginer également la mise en place de nouveaux Services Publics, répondant aux besoins nouveaux de nos populations. Ces secteurs doivent faire l'objet de plans d'investissements lourds.

## **Renforcer et garantir les moyens des collectivités pour leur permettre de répondre aux besoins de nos concitoyens**

- *Faire évoluer la dotation globale de fonctionnement des Collectivité en prenant en compte l'inflation et l'indice des prix des dépenses des collectivités locales*
- *Procéder à la compensation financière intégrale de toutes les compétences transférées aux Régions et aux Départements dans le cadre de la décentralisation*
- *Réformer la fiscalité locale, à bout de souffle, injuste socialement et inefficace économiquement*
- *Réformer la taxe professionnelle afin que les actifs matériels et financiers de l'entreprise soient pris en compte*
- *Limiter le montant de la taxe d'habitation à 20% du revenu mensuel net perçu*
- *Taxation des actifs financiers*

## **Egalité de traitement des citoyens Renforcement des services publics**

- *Agir au niveau de l'Union Européenne pour obtenir en faveur de nos territoires les plus fragilisés des moyens financiers spécifiques dans le cadre du dispositif Fonds de Convergence.*
- *Arrêt de toutes les Privatisations (la Poste...) et relance des services publics*
- *Retrait de la RGPP dans la fonction Publique qui engendre des suppressions massives de fonctionnaires et la disparition des Directions Régionales et Départementales des services de l'Etat.*

## **Augmentation du pouvoir d'achat et relance de l'économie par la consommation**

- *Baisse immédiate et conséquente des tarifs de gaz officiellement indexé sur le prix du pétrole... qui chute !*
- *Augmentation des salaires*
- *SMIC à 1500€ cette mesure coûterait 9 milliards d'euros.*
- *Revalorisation des retraites et des minima sociaux.*